que le prolétariat ne peut réaliser sa mission que sur la base de son triomphe à l'échelle internationale, nous comprendrons mieux que la nature de classe de l'Etat prolétarien ne garantit nullement le rôle prolétarien de cet Etat. Il faut considérer qu'en définitive l'Etat ne reste qu'un des instruments de la lutte du prolétariat, bien qu'il en soit un des instruments des plus importants. D'autres instruments de la lutte prolétarienne offrent l'apparente contradiction entre leur nature de classe et la politique qu'ils appliquent. Ainsi en est-il, abstraction faite du parti dont au point de vue concret matériel, il est difficile d'indiquer les bases de classe, des syndicats fondés sur des principes de classe et gardant cette nature, bien qu'ils appliquent, sous la direction réformiste, une politique opposée aux intérêts du prolétariat et à la révolution. Ce qui arriva avant la guerre, et ce qui se répète actuellement pour les syndicats, s'est vérifié pour l'Etat Soviétique. Le syndicat, malgré sa nature prolétarienne, avait devant lui une politique de classe qui l'aurait mis en opposition constante et progressive avec l'Etat capitaliste et une politique d'appels aux ouvriers afin qu'ils attendent l'amélioration de leur sort de la conquête graduelle (réformes) de « points d'appui » au sein de l'Etat capitaliste. Le passage ouvert des syndicats, en 1914, de l'autre côté de la barricade, prouva que la politique réformiste conduisait justement à l'opposé du but qu'elle affichait : c'était l'Etat qui gagnait progressivement les syndicats jusqu'à en faire des instruments pour le déclenchement de la guerre impérialiste. Il en est de même pour l'Etat ouvrier, face au système capitaliste mondial. Encore une fois, deux chemins : celui d'une politique réalisant sur son territoire, et à l'extérieur, en fonction de l'Internationale Communiste, des positions toujours plus avancées dans la lutte dirigée vers l'écrasement du capitalisme international ou bien la politique opposée, consistant à appeler le prolétariat russe, et de tous les pays, à appuyer la pénétration progressive de l'Etat russe au sein du système capitaliste mondial, ce qui amènera inévitablement l'Etat ouvrier à joindre son sort à celui du capitalisme, lors de l'aboutissant des situations : la guerre impérialiste.

Dans le chapitre dédié à la classe, nous avons mis en lumière le caractère mondial de la classe. Cela nous permet ainsi de comprendre comment il est possible que l'Etat russe, tout en exerçant sa domination sur un territoire où, suivant le « Manifeste Communiste », est réalisée « la formule unique, pouvant résumer la théorie communiste : **abolition** de la propriété privée », que cet Etat puisse exercer un rôle contre-révolutionnaire, pour ce qui est des intérêts du prolétariat russe et du prolétariat mondial. Dans la situation actuelle, il est évident que la classe qui domine au point de vue mondial est le capitalisme. L'Etat ouvrier, s'il avait appliqué la politique qui découlait du programme d'Octobre 1917, aurait déterminé dans les moindres fibres de la vie des sociétés capitalistes, arriérées et coloniales, une opposition entre deux types de sociétés, entre deux mondes. Et cela aurait abouti à l'éclosion d'une guerre de classe mondiale pouvant s'appuyer sur l'Etat ouvrier. La politique contre-révolutionnaire sanctionnée en 1927, après l'exclusion des gauches marxistes, ne pouvait que déterminer cette autre issue : dans toutes les sociétés capitalistes, aussi bien que dans la société soviétique elle-même, les oppositions de classe aboutirent à l'écrasement du prolétariat international, l'évolution du monde capitaliste vers la guerre, entraînant, à sa suite, l'Etat ouvrier arrivant au dernier échelon de sa politique : la trahison.

ERRATA : Dans le chapitre « La classe et sa signification» lire à la page 205, 2e paragraphe, 5e ligne : « polarisation au lieu de prolétarisation ». — Lire p. 207, 19e ligne : « surtravail » au lieu de « surprofit ».

Le Communisme et la Question nationale

Les discussions au sein du prolétariat révolutionnaire et communiste gravitent souvent autour de la question des « principes » ; d'un prétendu dualisme entre ces derniers et l'action : en un mot, entre la théorie et la pratique. Il n'est pas facile de s'entendre avec clarté sur ce problème. Cependant, si l'entente ne se réalise pas à ce sujet, toute critique et polémique deviennent confusion stérile.

L'opportunisme ancien et nouveau, en déplaçant la portée de la thèse marxiste qui condamne et balaye toutes les idées innées et éternelles (qu'on prétend mettre à la base de la conduite humaine), parlent souvent d'une politique dépourvue de principes fixes. Le révisionnisme classique de Bernstein, qui se superposait habilement au mouvement prolétarien, tout en simulant laisser debout la doctrine révolutionnaire de Marx, proclamait : « le mouvement est tout, le but n'est rien ». Nous verrons immédiatement ce que signifie le « but n'est rien », et qu'il puisse être possible de se passer des « principes » ; nous verrons aussi pourquoi les principes, pour le communisme marxiste, ne sont que des « fins », c'est-à-dire des points d'arrivée dans l'action. Et que l'on ne considère pas comme paradoxale l'opposition entre « principes » et « fins ». Une fois enlevée la vision d'une vaste finalité, et que la doctrine du mouvement est reléguée dans un grenier, le réformisme opportuniste parle chaque fois et uniquement de problèmes actuels à résoudre, par des procédés empiriques, en vue de l'avenir immédiat.

Mais, si on supprime toute règle et guide permanents, quel sera donc le critère qui conseillera le choix du moyen d'action ? Voilà ce que l'on pouvait demander hier, comme aujourd'hui, à ces formes de falsifications qui n'ont pas fini de se rénover et de se représenter devant nous ? Quel sera le « sujet » dans l'intérêt duquel devra être menée l'action ? Et l'opportunisme (qui fut et est un plat « ouvriériste » substitué à la pratique et à la doctrine de la révolution prolétarienne) répondait qu'il fallait inspirer l'action prolétarienne en se plaçant sur la base des intérêts ouvriers, signifiant chaque fois par là les intérêts de groupes particuliers et de catégories de travailleurs, au point de vue de la satisfaction la plus facile, la plus prochaine et dans le plus bref délai. Ainsi, les solutions des problèmes d'action ne résultaient plus de l'ensemble du mouvement prolétarien et de son chemin historique, mais chaque fois du terrain borné à de petites portions de la classe ouvrière et aux étapes les plus réduites de son chemin. En agissant ainsi, le révisionnisme pouvait se délivrer de toute discipline aux principes et, même sous ses formes plus ou moins accentuées, n'en proclamer pas moins sa fidélité à l'esprit véritable du marxisme, consistant dans le plus ample galvaudage de doctrine et éclectisme de mouvement.

La lutte contre ces déviations revêt et revêtira, au travers des expériences complexes des travailleurs, des aspects très importants dans le développement du mouvement prolétarien ; car si cette façon de présenter et de résoudre les questions a été critiquée maintes fois ; elle trouvera toujours des formes plus insinuantes pour abreuver l'action du prolétariat. Nous n'exposerons pas ici sa réfutation en général, mais seulement celle d'un problème particulier : ce qui rendra aussi notre position plus intelligible.

Plusieurs fois, de notre part, c'est-à-dire de la gauche marxiste, a été dévoilé le truc vulgaire de l'opportunisme : sa prétendue aversion des principes, des « dogmes », comme on disait bêtement, se réduisant simplement à une observance obstinée et aveugle de « principes » propres à l'idéologie bourgeoise et contre-révolutionnaire. Les praticiens, les positifs, les blasés du mouvement prolétarien, se révèlent au moment suprême comme les plus bigots fauteurs d'idées bourgeoises, auxquelles ils prétendaient subordonner le mouvement prolétarien et tous les intérêts des travailleurs.